

## QUESTION A GUY LE GAUFÉY

### LA FORMATION DU PSYCHANALYSTE

*Alessandra Guerra:* Je vous remercie de m'accorder cette interview dans laquelle je souhaiterais que nous abordions la question de la formation de l'analyste. Ce thème est essentiel pour l'Italie et votre position nous permettra très certainement de préciser certains points de butée.

*Guy Le Gaufey:* Expliquez-moi d'abord quelle est la situation aujourd'hui en Italie. Qu'en est-il de la formation des analystes, elle passe par l'Université?

*Alessandra Guerra:* Actuellement la situation est la suivante: au départ, en 1989, il y a eu une loi sur la psychothérapie qui ne concernait que la psychanalyse mais qui a également engendré de nombreuses écoles de psychothérapie psychanalytique. Un candidat doit faire cette école pendant quatre ans puis s'inscrire à l'Ordre pour figurer comme psychothérapeute. Bien entendu, il doit au préalable avoir un diplôme en Psychologie ou en Médecine. Voilà.

*Guy Le Gaufey:* Et pour ceux qui ne sont ni psychologues ni médecins, rien?

*Alessandra Guerra:* Non, il n'y a rien pour eux et c'est une impasse pour qui veut devenir analyste à partir de la seule expérience de sa propre cure. Ils ne peuvent y prétendre à moins de...

*Guy Le Gaufey:* À moins de s'inscrire en psychologie.

*Alessandra Guerra:* Et de s'inscrire dans une école de psychothérapie.

*Guy Le Gaufey:* Oui, c'est clair, c'est cohérent d'un point de vue de l'État.

*Alessandra Guerra:* Quant à nous, il nous paraît important de retourner aux origines, nous voudrions faire passer au public du *Manifesto* que la formation des analystes n'a rien à voir avec une quelconque formation à la psychologie.

*Guy Le Gaufey:* Vous voyez, le point-clef, c'est qu'en France, il n'existe aucun titre officiel de psychanalyste; j'insiste sur ce point parce que dès qu'on veut une reconnaissance officielle du titre de psychanalyste, il faut en passer par les fourches caudines de l'État, ce qui est bien normal: si on veut bénéficier de la garantie qu'il procure, il convient d'en payer le prix. Ce titre, donc, n'existe toujours pas, et n'a jamais existé en tant que tel. Quant à la confusion entre psychanalyse et psychothérapie, c'est devenu un bazar total car aujourd'hui en France le titre de psychothérapeute, lui, est reconnu par l'État, et tous ceux qui courent après un titre officiel de psychanalyste semblent prêts à s'accoler aux psychothérapeutes pour l'obtenir. Or si l'on entretient la confusion entre la pratique de l'analyse et celle de la psychothérapie, on n'avancera pas vers ce que pourtant l'on se propose de faire: défendre la pratique de l'analyse. Le fait est qu'en France, de nombreux groupes analytiques, aussi bien les freudiens de la SPP que l'École de la Cause Freudienne et d'autres encore, qui ne sont par ailleurs d'accord sur rien, se trouvent néanmoins d'accord sur une chose: pas de titre officiel de psychanalyste... Jusqu'au jour où Serge Leclair a voulu lancer un «Ordre des psychanalystes»; il voulait créer, selon son propre mot, une «interface» entre l'État et la profession. Je lui avais alors répondu sur le champ que ce qu'il appelait «profession» ne pouvait exister puisqu'il n'y avait aucun titre, ce qui fait qu'on n'était pas en mesure, et l'on est toujours pas en mesure de dire qui est analyste ou qui ne l'est pas. Certaines écoles ont bien sûr leur propre titre qui leur permet de dire si untel est psychanalyste ou non. Elles ont leur listes, mais ces listes ne

peuvent aucunement prétendre avoir valeur légale: dès qu'on s'approche un peu de la façon dont elles sont établies, et quel que soit le sérieux qui parfois préside à leur confection, on s'aperçoit d'emblée que cette affaire est strictement interne à l'association qui la promeut: faire une analyse avec un didacticien reconnu, suivre un ou plusieurs contrôles pendant un certain nombre d'années chez X ou Y, et ainsi de suite. Tout cela ne signifie pas grand chose en dehors de l'institution, qui ne suit en l'occurrence rien que ses propres règles.

*Alessandra Guerra:* Je voudrais connaître votre opinion sur la formation d'un analyste, selon vous comment le devient-on?

*Guy Le Gaufey:* C'est une question à la fois très simple et très compliquée. Une tentative de réponse pourrait être la cure ou le traitement, que tous s'accordent à tenir pour indispensable. Mais il faut aussi considérer un au-delà, puisqu'on ne voit pas en quoi le nécessaire secret d'une cure conduirait à un effet aussi public que la production d'un nouvel analyste. Le travail en cartel, tant souligné par Lacan comme élément basique de formation de l'analyste dans le cadre de l'École Freudienne de Paris, me semble être une chose très juste. Commenter la question du cartel nous prendrait beaucoup de temps. L'idée fut lancée par Lacan en 1964 et se présentait comme une sorte de système de formation des analystes, en dehors de l'Université ; du fait de ce travail en cartels, les analystes en formation n'étaient pas seuls, mais n'étaient pas non plus hiérarchisés en classes, professeurs, etc. Connaissez-vous à ce propos le livre de Jacques Rancière, celui qu'il a écrit au début de sa carrière, *Le maître ignorant?* C'est un livre très intéressant: vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle en France, dans les années 1830-40, émergea la figure d'un enseignant qui était simplement un étudiant plus âgé. Ce «maître ignorant» était dans la position d'enseigner ce qu'il venait d'apprendre, rien de plus, et en le reprenant avec d'autres, à la fois il les initiait et progressait lui-même, à la condition – incontrôlable! – de pouvoir être à l'occasion critique à l'égard

de ce qu'il savait. C'est une figure historique aussi intéressante que méconnue car, sur la base de ce maître ignorant on créa pendant un temps en France un autre type d'école, qui n'eut aucun succès bien sûr, en raison des pressions de la religion et de toute une série de choses, mais qui a servi à manifester un autre type de relation au savoir. Si vous voulez comprendre ce qu'est un cartel, il est bon de prendre en considération cet exemple.

C'est donc ma réponse, ou d'une moins une partie de ma réponse. Mais je n'ai rien contre l'enseignement de Freud ou de Lacan à l'Université. Du reste, regardez un peu comment fonctionne l'enseignement de la psychanalyse à l'Université française, y compris à Paris VIII. Tous disent: «Nous ne formons pas à l'analyse. Nous étudions ses textes fondateurs. La formation, c'est autre chose et c'est ailleurs. Dans les écoles.» La plupart des écoles, y compris certaines d'obédience lacanienne, décernent au demeurant des titres: analyste ceci, analyste cela. Quelles que soient les précautions prises pour assurer un minimum de sérieux dans cette affaire, tous ces titres butent sur le fait, reconnu presque par tous, qu'il ne s'agit pas de s'assurer d'un savoir, mais de la qualité du rapport à un savoir. Et ça, aucun examen, par définition, ne peut y parvenir. En méconnaissant ce point, l'admission au titre d'analyste finit par reposer sur des formes souvent très insidieuses de cooptation, donc d'identification, ce qui n'est pas très prometteur pour la pratique à venir. Ça ne la rend pas forcément mauvaise, mais la garantie que cela prétend offrir finit par avoir quelque chose de risible pour peu qu'on s'en approche.

*Alessandra Guerra:* Mais vous êtes d'accord sur le fait que l'Université peut délivrer une formation?

*Guy Le Gaufey:* Ça oui, absolument. L'Université peut apporter un ensemble de connaissances, et vérifier qu'il a été correctement assimilé, mais elle ne qualifie pas à la pratique de l'analyse.

*Alessandra Guerra:* Et comment arrive-t-on à cette qualification? À travers la cure analytique?

*Guy Le Gaufey:* C'est toute la différence entre le savoir et le rapport au savoir. L'Université, la bonne Université sait ne pas être en mesure de vérifier ce dernier point. On peut vérifier les connaissances, pourquoi pas, mais on ne peut pas *vérifier* la qualité de la relation à ces connaissances. Impossible de soumettre cela à l'évaluation. On peut, certes, questionner cette qualité, c'est même ce qu'offre une école, du moins dans le meilleur des cas (car une école peut aussi être bien pire que l'université dans la transmission aveugle et non critique du savoir): il s'agit en somme de prendre en considération le transfert en lui-même. Car le transfert est une modalité de ce rapport au savoir. Le point de butée est donc de reconnaître une bonne fois pour toutes qu'on ne peut pas vérifier un tel aspect, on peut juste le mettre en question, c'est tout. A l'heure actuelle, la politique de l'État est de tout vérifier, plus que jamais dans ce monde devenu si "sécuritaire », et nous ne pouvons rien y changer, même s'il est précieux de lutter autant que faire se peut contre ce mouvement obstiné, et bien souvent stupidement contre-productif. Sur ce point, il me paraît exclu qu'on sorte du dialogue de sourds entre État et psychanalystes, ce dialogue dont Freud avait déjà dessiné les grandes lignes dans son texte fameux sur l'«analyse profane». C'est ce que j'ai essayé d'expliquer en long et en large dans un ouvrage intitulé «Anatomie de la troisième personne».

Nous ne pouvons pas infléchir la force de cette logique et c'est à moi maintenant de vous poser une question: êtes-vous prêts à abandonner l'idée même d'un titre de psychanalyste, ou souhaitez-vous en fabriquer un de façon à vous dégager de la pression exercée aujourd'hui en Italie par l'Ordre des psychothérapeutes? Parce que si vous tenez absolument à un tel titre, un titre fort de «psychanalyste» de façon à afficher une certaine légitimité face au public, vous vous trouverez inévitablement coincés dans la logique de l'État, seul à même de délivrer ce type de légitimité qu'il ne peut garantir qu'à celles et ceux qui entrent dans sa

logique du «bien commun». Si le psychanalyste pouvait dire en toute clarté, comme le fait le futur médecin avec le serment hippocratique, quelle est la finalité de son acte, alors il n'y aurait aucun problème à entrer dans la logique étatique, qui toujours veut s'assurer que les actes qu'elle autorise visent le bien commun, quels que soient les détours parfois nécessaires pour attendre un tel but. Le chirurgien meurtrit les corps, mais c'est pour leur bien. Le criminel est châtié, mais c'est pour son bien et le bien de la société. Etc. etc. Et donc plus vous serez près d'un tel titre, et plus vous échouerez à promouvoir la psychanalyse comme vous souhaitez le faire parce qu'il vous faudra, à un moment ou à un autre, trahir le fait même du transfert et de la règle fondamentale qui, l'un comme l'autre, vous obligent à ne pas savoir où vous allez avec l'analysant. Le "d'abord ne pas nuire" du serment hippocratique, que le psychothérapeute se doit de reprendre à son compte, l'analyste ne peut s'y loger. Non qu'il se réserve en secret la possibilité de nuire à qui vient lui demander de l'aide mais, s'il veut être fidèle à la méthode qu'il a choisie, il sait qu'il ne peut loger son acte à cette auberge.

*Alessandra Guerra:* Oui, je sais, l'État veut tout contrôler.

*Guy Le Gaufey:* Il veut contrôler tout ce qui lui paraît être de son ressort, et donc *a fortiori* celles et ceux qui veulent se réclamer de la garantie qu'il offre. Mais il y a pour les analystes aujourd'hui une difficulté supplémentaire. On vient de parler du texte de Sigmund Freud de 1927. C'est un texte admirable par la précision qu'il apporte à ce non-lien entre analyse et pouvoir d'État, sauf qu'à la fin – c'est du moins mon hypothèse — son texte s'ingénie à présenter une solution à cette surdité foncière de l'État face au *Ziello*, au "sans but" de l'analyse. La solution de Freud est la suivante: l'État, donc, n'est pas qualifié en la matière, de cela Freud donne une sorte de démonstration, mais... il y a l'Institut de Berlin! Là, des analystes parfaitement instruits de ce qu'est l'analyse, sont capables de garantir la formation des futurs analystes. Hélas! même l'Institut de Berlin a largement échoué car les titres qu'il a

décernés, et tous ceux qui le sont sur ce modèle encore aujourd'hui à travers le monde dans les instituts en tout genre qu'on trouve partout, restent des titres «privés», pas du tout «publics». Ils n'offrent donc pas une garantie qui pourrait être légitimée par l'appareil étatique, dans la mesure où aucun groupe de citoyens n'est autorisé à décréter dans son coin qu'il promeut des titres au nom de l'intérêt général.

*Alessandra Guerra:* Vous êtes en train de me dire que la vraie formation s'effectue en dehors de l'État.

*Guy Le Gaufey:* Absolument.

*Christine Dal Bon:* Sans aucun titre parce qu'il est impossible d'évaluer le rapport au savoir et au transfert...

*Guy Le Gaufey:* C'est la raison pour laquelle je dis et j'écris que l'unique approche, l'unique façon de reconnaître un analyste est liée à sa réputation. Ce n'est pas une méthode bien solide mais c'est la seule qui soit mise en acte au moment crucial, quand on dit à quelqu'un: «Lui, ou elle, tu peux aller lui parler, il va t'écouter». Tout commence par là. Tout le monde le sait. Tout le monde est passé par là, et se dépêche hélas de l'oublier dès qu'il s'agit de "garantir" l'analyste. En tant qu'argument, la réputation est bien sûr quelque chose d'extrêmement faible parce qu'une réputation peut être erronée, voire trompeuse, mais si quelqu'un a mieux à proposer à cet endroit, qu'il le dise. Pour ma part, je ne connais rien d'autre. Comment se construit une telle réputation serait un beau sujet d'étude pour quelque subtil sociologue, notamment en ce qu'avec elle, avec cette réputation, se dévoile d'emblée ce qu'il y a de tricherie initiale dans la posture de l'analyste. Pour recevoir un premier patient, en effet, il faut bien se présenter comme ce que l'on n'est pas encore... à savoir l'analyste que, peut-être, avec celui ou celle qui est là, on va éventuellement devenir. Et encore! pas du jour au lendemain! Combien d'analystes ne le deviennent, à leur grande surprise, qu'au

décours d'une analyse qu'ils ont engagée en tant qu'analyste depuis, parfois, pas mal de temps. Ainsi une pratique intimement liée à la vérité subjective commence-t-elle par un quasi mensonge. Cela ne plaît guère, évidemment, aux âmes pieuses, qui aimeraient fonder la reconnaissance de leur capacité sur un terrain plus solide et moins paradoxal. Mais cette recherche d'une force initiale est bien plutôt l'indice d'une débilité à deux doigts d'être, elle, incurable.

*Christine Dal Bon:* Il paraît même que Lacan posait la question de savoir si on peut être analyste sans avoir de patient.

*Guy Le Gaufey:* Oui, à l'époque, il y en avait même un ou deux concernés par cette question. Miller le premier! Miller est le premier, à ma connaissance, de l'histoire de la psychanalyse à avoir commencé sa propre pratique avec l'exercice de la supervision.

*Alessandra Guerra:* Avec la supervision?

*Guy Le Gaufey:* Ben oui! Il a commencé son analyse avec Melman en 1974 et jusqu'en 1979 il n'eut aucun patient alors qu'il était déjà très connu, du fait de Vincennes, de la publication des séminaires, de la revue *Ornicar?*, etc. Selon moi, il fut le premier dans l'histoire de la psychanalyse à accéder ainsi à la fonction d'analyste. Le second non analyste un peu fameux fut, je crois bien, Pierre Legendre. Legendre fut nommé Analyste de l'École (A.E.) d'une façon particulière en 1978. On disait alors qu'il n'avait aucun patient. Je ne sais plus aujourd'hui si c'était aussi vrai que ça. C'était la position de non-analyste qui était importante dans la Passe, cette procédure introduite par Lacan en 1967 et sur laquelle il y aurait beaucoup à dire face aux questions que vous me posez, quoique cette procédure ne soit pas non plus ce qui permettrait de répondre à vos interrogations et vos difficultés présentes. Mais qu'est-ce que le non-analyste dont ce texte fait état? C'était, c'est toujours une question difficile. Ce n'est pas tellement celui qui serait



totallement étranger à l'analyse, parce qu'alors on aurait ça par millions, par milliards. Non, c'est la position de quelqu'un qui, d'une certaine façon, ne serait "pas encore" analyste. Ce "pas encore", s'il pouvait être positivement éclairé, apporterait une aide précieuse pour concevoir le passage de l'analysant à l'analyste. Ça a été l'espoir entretenu par la passe dans le champ lacanien. Espoir largement déçu, à mon sens, quoique je continue de penser que la passe est une expérience décisive, non pas tant dans la production d'un analyste que dans une certaine "tenue" des groupes analytiques qui osent la pratiquer. Enfin, à l'époque, des non analystes, on en tenait deux: Miller et Legendre mais, autant que je sache, ils n'ont pas résisté longtemps à prendre des patients, perdant de ce fait leur précieuse qualité de "non-analyste" sans trop livrer, eux non plus, le secret de leur passage. Il est vrai qu'ils ont été, l'un et l'autre, des auteurs très prolifiques à la suite de ce virage intime. Peut-être faudrait-il se pencher sur leur œuvre et la questionner en ce sens...

*Alessandra Guerra:* Que pouvez-vous nous suggérer quant à la situation italienne?

*Guy Le Gaufey:* Ma réponse sera brève, et j'espère qu'elle sera claire: ayez confiance en votre fragilité.

*Alessandra Guerra:* En quel sens?

*Guy Le Gaufey:* En ce sens que le combat syndical me paraît, relativement aux psychanalystes, une erreur fatale. Il y a un proverbe français qui dit: "L'union fait la force", j'imagine que l'équivalent existe en italien. C'est assez vrai dans beaucoup de situations, mais pour les analystes, c'est exactement l'inverse: l'union, chez eux, fait la stupidité. Dès qu'ils sont réunis autour d'un but commun, les analystes deviennent bêtes. Tous, moi y compris! L'union conduit à l'erreur pour une raison simple, qui rejoint ce que je disais tout à l'heure: dès qu'on se met

d'accord sur un but, on est à côté de la plaque. Que je sache, aucun analyste ne passe avec l'analysant qu'il engage dans une analyse un quelconque contrat pour arriver ensemble à un but déterminé à l'avance. Bien sûr, le patient qui vient consulter, le plus souvent il a un but déterminé, à tout le moins: aller mieux. Et personne ne cherchera à le détromper. Et l'analyste lui-même peut-être lui aussi a-t-il quelque but en la circonstance. Mais le point décisif, c'est que les deux ne cherchent pas à se mettre d'accord sur un but à poursuivre en commun. L'accord cherché, et proposé, ne porte que sur la méthode ; pas sur le but ni sur la finalité. Pour ce qui est de la situation italienne, il n'est pas question de négliger certaine forme d'union face à la situation qui vous fait violence: on ne peut pas rester totalement isolés dans un tel décor. Mais tout de même, méfiez-vous des unions. Faites confiance à votre faiblesse, voilà mon conseil. Vous voyez ce que je veux dire?

*Alessandra Guerra:* Pas vraiment, non.

*Guy Le Gaufey:* Il vous est sûrement difficile de me comprendre parce que, pour l'instant, vous allez dans la direction inverse. Vous tentez de réunir. Vous faites bien, je ne dis pas le contraire. Mais dans cette tentative, faites attention à la capacité de l'union, de n'importe quelle union stratégique, à détruire la psychanalyse. C'est l'unique conseil que je peux vous donner. J'ai vu trop de groupes de psychanalystes français virer au pire au moment de fléchir là-dessus. Dans la foulée de l'APUI, il y eut en France un projet de charte, une espèce de *Manifesto*, qui cherchait à donner des règles minimales visant à bien distinguer la pratique analytique des autres pratiques présentes dans le champ de la santé mentale. Impossible de faire autre chose que d'en rire, de cette Charte, c'était complètement ridicule. La conclusion était du genre: "L'analyse est une pratique qui respecte l'autre en tant qu'autre ». Mais plein de gens font cela! Les analystes n'ont pas l'apanage de cette élégance! Voilà à quoi des analystes aboutissent quand ils se mettent ensemble! Cela s'appelle "le plus petit commun multiple" et c'est en

l'occurrence la pire des choses! Il n'existe pas de plus petit commun multiple, il n'existe que des différences et ces différences conduisent chacun à sa fragilité. Cette fragilité, quand elle est perceptible, devient quelque chose de fort pour le public parce qu'il peut alors, avec un peu de chance, la sentir et en percevoir la vérité, si vérité il y a. Alors elle est là, cette vérité, dans ce dire que ne couvre aucune garantie, et donc appelle à la confiance sans laquelle il n'est rien, alors que cette vérité subjective, condition de l'opération analytique, n'est jamais dans le langage militant qui veut persuader et gagner.

Il y a bien sûr un paradoxe à vouloir parler de fragilité là où c'est plutôt la force qui serait requise. La fragilité procure néanmoins quelque force quand elle parvient à toucher l'énonciation, à lui donner sa résonance. Cela peut sembler une nuance presque futile, mais c'est l'unique chose que je peux dire en réponse à votre question, non parce qu'elle est subtile, mais parce qu'elle est le résultat de mes vingt dernières années de pratique, et de l'analyse, et des groupes analytiques.

*Alessandra Guerra:* Beaucoup de pays, je pense à l'Italie, se demandent ce qui arrive en France, pourquoi tant d'associations veulent inscrire leurs analystes sur la liste des psychothérapeutes.

*Guy Le Gaufey:* Je ne saurai pas vous répondre. Comme je vous l'ai dit la dernière fois, cela fait plusieurs années maintenant que je me sens débranché de cette affaire-là. Je l'ai suivie d'assez près depuis le début des années quatre-vingt jusqu'en 2000. Ce livre que j'ai écrit *L'anatomie de la troisième personne* était pour moi la conclusion de toute mon expérience de ces rapports entre les milieux psychanalytiques et l'État et j'ai eu trop de démêlés avec l'APUI, l'organisation de Leclaire dont j'ai déjà parlé, avec Jacques Sédat qui a pris la suite, et d'autres. J'ai tellement vu qu'ils ne comprenaient pas, qu'ils ne voulaient pas comprendre ce que je disais que, quand il y a eu à nouveau avec Miller et Accoyer la reprise complète de ce que je savais être en jeu depuis 1980 (une répétition même dans les détails), je n'ai pas eu le courage

de remettre ça... En plus, ça s'est rejoué exactement comme j'avais dit que ça allait se jouer. C'était décourageant. Il faut un peu de naïveté pour se lancer dans ce genre de combats! Je n'avais plus une telle naïveté en 2002. Depuis, je ne connais même plus les différents courants, les associations qui ont pris des initiatives, parfois des initiatives sympathiques comme le *Manifeste* de mes amis, Porge, Chaumont, Auouillé et d'autres. Tout cela est vraiment très bien mais je n'ai pu que leur dire: je ne signerai pas votre affaire car sur le terrain français je ne fais plus partie de ces combats. Il n'empêche que je suis plutôt d'accord avec eux, comme je suis d'accord avec vous. Si les analystes italiens, qui sont dans une situation bien pire, peuvent changer l'état des choses, tant mieux, parfait! Mais la situation française aujourd'hui est un bordel sans nom car il y a d'un côté des gens qui ont complètement confondu psychothérapie et psychanalyste et sont donc complètement pris dans leur raisonnement par la logique étatiste: ils font des listes, ils font faire des examens, ils font faire deux cent heures de "clinique", ils vont refuser les non-psychologues et les non-médecins. Je me suis laissé dire à cet égard qu'à l'École de la Cause, il devenait très compliqué de participer si on n'est pas psychologue ou médecin. Je ne l'ai pas vérifié, ce n'est rien qu'une rumeur mais il y a des institutions où c'est déjà comme ça. Il y a donc des endroits en France où la situation doit être à peu près celle de l'Italie. Il y en a d'autres au contraire où c'est tout l'inverse, il n'y a pas que l'École Lacanienne, il y a d'autres groupes, des lacaniens surtout, qui ne rentrent pas dans ces logiques-là. Quel est leur avenir? Je ne sais pas. Je crois qu'il y en a encore pas mal, tout de même, je ne suis pas si pessimiste que cela. Le gros argument de tous ceux qui ont rejoint la logique étatiste en France (je ne sais pas s'il est valable pour l'Italie), c'était et c'est toujours la peur. Ça ne va guère plus loin, quel que soit le luxe confus d'arguments déployés ici et là. Je me souviens d'une amie qui s'intéressait à ces questions. En 1992, histoire d'en avoir le cœur net, elle est allée consulter des avocats, entre autres à Bruxelles. Elle était une proche de Leclaire, et donc était tout à fait sensible à l'initiative

qu'il avait prise quelques années auparavant quant à un ordre des psychanalystes. Elle est revenue de Bruxelles en me disant: "Ils vont nous tomber dessus, la législation européenne va nous tomber dessus et on va être faits comme des rats, comme en Allemagne et en Italie. Il faut se dépêcher de se rassembler dans un Ordre ». Je lui ai rétorqué que la France possédait le plus gros groupe psychanalytique du monde, ce qui était vrai à cette époque-là, et que la résistance passive, ça existe! De fait, dix-huit ans plus tard, en dépit d'Accoyer et de tout ce que vous voudrez, il reste évident que la logique étatique ne cherche pas à régner sur tout, en dépit des cris d'orfraie qu'on continue d'entendre un peu partout, régulièrement, qui continuent de prendre appui sur la peur pour collectiviser, et ainsi, croient-ils, "se renforcer ». L'État veut simplement que ceux qui veulent bénéficier du fait de se réclamer de lui de lui passe par sa logique. Voilà pourquoi, si on veut une garantie officielle, il faut en payer le prix. Je n'ai rien d'autre à dire. Mais doit-on être reconnu officiellement quand on veut pratiquer la psychanalyse? Malheureusement, le problème, en Italie, c'est que si on veut pratiquer, même dans son coin, on est dans l'exercice illégal "de la psychothérapie », ce qui, vraiment, est un comble.

J'espère que vous trouverez des avocats qui vous conseilleront habilement dans votre combat, habilement c'est-à-dire sans vous ligoter plus que nécessaire dans le discours juridique, qui est lui-même tissé de cette logique étatique. J'espère que le droit constitutionnel italien permet de penser que l'État n'a pas à gérer l'entièreté des pratiques, c'est cela le point décisif. En France, le conseil constitutionnel est un organe qui est un peu dangereux, comme tous les organes de pouvoir, mais, comme beaucoup de tribunaux administratifs, il fait respecter cette dimension du droit qui fait que l'État n'a pas tout pouvoir sur les individus et sur les pratiques. Donc si quelqu'un est condamné pour exercice illégal de la médecine, alors qu'il n'a rien fait d'indécent, juridiquement il peut perdre mais il peut aussi gagner. De ce point de vue, le droit n'est pas, foncièrement, contre les psychanalystes et leur indépendance fonctionnelle au regard de l'État. On l'a vu dans le

déroulement de l'affaire Accoyer: l'armée des vertueux, brandissant le spectre des "sectes », a d'abord cru que le droit allait enfin permettre d'écraser l'infâme, de sauver le sacro-saint "consommateur" de toutes les arnaques qui l'attendent (et il est vrai qu'il y en a !), et qu'ainsi il n'y aurait presque plus de bandit pour être psychanalyste. Le problème, c'est qu'au regard de ces vertueux qui veulent par dessus tout s'assurer de la finalité de l'acte qu'ils cherchent à ceindre d'une autorité inquestionnable, l'analyste sera toujours au moins un peu charlatan, toujours un peu insoucieux de là où sa pratique va les conduire, lui et son analysant. Ça, ça restera toujours assez scandaleux pour celles et ceux qui tiennent avant tout à protéger le citoyen des multiples dangers qui le menacent. Le jacobinisme français fait le reste: dès qu'on pense conflit entre individus, on ne leur fait aucune confiance pour ce qui est de trouver entre eux des formes d'apaisement ; on en appelle tout de suite à l'État et à ses multiples polices, à son immense bras séculier, pour faire régner la paix et l'harmonie entre les sujets dont il a la charge.

*Alessandra Guerra:* Comment fonctionne votre association, elle est internationale?

*Guy Le Gaufey:* Mon association n'est pas partout dans le monde, elle est dans un endroit du monde qui est l'Amérique Latine, ce n'est pas le monde! Il n'y a personne en Europe hors la France, personne en Chine ou en Russie. De fait, c'est une école bilingue, espagnol-français. Argentine, Uruguay, Paraguay, Colombie, Costa Rica et Mexico. Un petit peu au Brésil: deux ou trois membres.

Son histoire? C'est un accident historique. Avant l'École, il y avait la revue *Littoral* et à Mexico City il y avait quatre analystes qui étaient intéressés par la revue *Littoral* et qui ont invité en premier Jean Allouch. Ces quatre analystes de Mexico étaient quatre argentins exilés depuis 1973, depuis le coup d'État. Nous avons été en contact avec eux et en 1983, à la fin de la dictature, deux d'entre eux sont retournés à Cordoba

et deux autres sont restés à Mexico. Nous avons tissé des liens avec eux, pour ma part j'ai appris l'espagnol et nous sommes allés, les uns et les autres, faire régulièrement des séminaires, animer des colloques, eux sont venus régulièrement à Paris. Dès 1985, dès la création de l'École, il y avait ces quatre membres qui ont, si je puis dire, proliféré, et puis il y avait le fait que la psychanalyse en France devenait déjà vieille, elle l'est encore plus aujourd'hui, alors que dans ces pays, surtout au Mexique, la psychanalyse est jeune. La moyenne d'âge à Buenos Aires est également assez vieille mais en Uruguay, au Paraguay, en Colombie, en Costa Rica la psychanalyse, a, disons, quarante-quarante cinq ans. En France elle a, allez!, bien soixante-soixante cinq ans. Donc ça a donné beaucoup plus de mouvement dans une situation complexe parce qu'existe aussi un certain impérialisme culturel de la France sur l'Amérique Latine. La psychanalyse s'est développée beaucoup de cette façon-là, selon des chemins qu'avait emprunté la diffusion de la psychiatrie dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Mais à mon grand regret, il n'y a pas un seul anglais ni un seul irlandais dans l'École, alors que je suis allé travaillé à Dublin pendant des années. Mais je ne suis pas un très bon sergent recruteur...

*Alessandra Guerra:* Et quelle est la situation de la psychanalyse dans ces pays éloignés de la France?

*Guy Le Gaufey:* Je ne peux pas résumer la question car l'Amérique Latine est beaucoup trop compliquée. Pour ne s'en tenir qu'à l'Argentine, qu'à Buenos Aires, il y a d'innombrables groupes, sûrement bien plus qu'à Paris, ce qui n'est pas peu dire. Une centaine, au bas mot. Et là aussi, il y a des analystes à l'université, des analystes à l'hôpital, ils font énormément de colloques, de journées de travail. Certaines écoles décernent des titres, d'autres pas.

*Alessandra Guerra:* Dans votre école la formation est libre?

*Guy Le Gaufey:* Totalement. L'école a décidé en 1985 de ne pas demander à ses membres s'ils pratiquaient l'analyse ou pas. Le plus souvent, ils la pratiquent, mais l'école n'en a pas connaissance officiellement. Quand quelqu'un devient membre, s'il dit pratiquer l'analyse, on dit: très bien! Mais on ne le lui demande pas. Et s'il dit ne pas la pratiquer, on dit tout autant: très bien! Cela va jusque là parce que, si vous acceptez la faiblesse dont je parlais précédemment, vous ne pouvez pas commencer à dire: alors votre analyse, vous l'avez faite avec qui? Pendant combien de temps? Et comment ça s'est fini? Et vous avez beaucoup de patients? Etc. etc. Il n'y a pas de milieu à cet endroit: ou vous faites confiance – et tant pis pour vous si vous le payez cher un jour – ou alors vous fliquez le futur analyste, pour son bien, bien évidemment, et celui de ses futurs patients, et celui de la société dans son ensemble. L'erreur est là: pour l'analyste, le bien est parfois un résultat, jamais un objectif, et encore moins une condition initiale.

*Alessandra Guerra:* La ringrazio moltissimo per questo prezioso contributo e per l'attenzione dedicata al *Manifesto per la difesa della psicanalisi*.

Parigi, 7 giugno 2011

Trascrizione a cura di Christine Dal Bon